

CLANCAPI S.à.r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: 58, Avenue François Clement, L-5612 Mondorf-les-Bains

NUMERO 74/2017

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 12 JANVIER 2017

L'an deux mil dix-sept, le douzième jour du mois de janvier.

Pardevant Maître Carlo **WERSANDT**, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

ONT COMPARU:

1. Madame Sylvie **Plasse épouse Durbize**, hôtelier-restaurateur, née le 01.03.1959 à Saint-Etienne (France), demeurant au 3-5, avenue des Bains, L-5610 Mondorf-les-Bains ;

2. Monsieur Jacques **Durbize**, salarié, né le 21.06.1957 à Saint-Etienne (France), demeurant au 3-5, avenue des Bains, rue du Moulin, L-5610 Mondorf-les-Bains ;

3. Monsieur Rocco **Filomena**, salarié, né le 13.01.1988 à Avellino (Italie), demeurant au 91, rue du Général Simmer, F-57570 Rodemack ;

4. Monsieur Alessandro **Grande**, salarié, né le 01.10.1992 à Ariano Irpino (Italie), demeurant au 91, rue du Général Simmer, F-57570 Rodemack ;

tous ici représentés par Monsieur Maxime **SACCHET**, employé, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, en vertu de quatre (4) procurations données sous seing privé, lesquelles signées « ne varietur » par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

Lesquels comparants, es qualités qu'ils agissent et représentés comme dit ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes.

Article 1er.

Il est formé par les présentes par les propriétaires actuels des parts ci après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de “**CLANCAPI S.à.r.l.**” (la “**Société**”) qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts. La Société utilisera les enseignes commerciales « **Hôtel Windsor** » et « **Restaurant Paris-Pizza** ».

Article 2.

Le siège social est établi dans la commune de Mondorf-les-Bains. La gérance peut transférer le siège social de la Société au sein de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les statuts de la Société en conséquence.

Article 3.

La durée de la Société est illimitée.

Article 4.

La Société a pour objet toutes activités liées à l'exploitation d'hôtels et de restaurants avec débit de boissons alcoolisées et non-alcoolisées. La Société louera également des chambres d'hôtel aux curistes qui séjournent durant leur cure sur le territoire de la commune de Mondorf-les-Bains.

La Société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

La société pourra dans le cadre de son activité notamment consentir des hypothèques et autres privilèges ou se porter caution réelle d'engagement, y compris en faveur de tiers.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Article 5.

Le capital social est fixé à douze mille euros (EUR 12.000,-), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt euros (EUR 120,-) chacune, entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Article 6.

6.1 Les parts sont librement cessibles entre associés.

6.2 Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non- associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée préalablement par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

6.3 Lorsqu'un associé envisage de céder une ou plusieurs parts sociales à un tiers, l'associé cédant doit envoyer une notification à la Société contenant les éléments de la cession envisagée, y compris l'identité du cessionnaire, les conditions applicables à la cession (le cas échéant) et le prix de cession.

6.4 Si la cession envisagée n'est pas approuvée par les associés de la Société conformément à l'article 6.2, les associés peuvent, dans un délai de trois (3) mois à compter de la date du refus, acquérir les parts sociales en respectant le principe de l'égalité de traitement (sauf s'ils en ont convenu autrement) ou faire acquérir les parts sociales à un prix déterminé conformément à l'article 6.6, sauf si l'associé cédant décide de renoncer au transfert. Sur requête du conseil de gérance, la période de trois (3) mois peut être prolongée par le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, sans que cette prolongation ne puisse excéder six (6) mois.

6.5 Dans la mesure où les associés n'ont pas proposé d'acquérir les parts sociales, la Société peut, dans le même délai et avec le consentement de l'associé cédant, décider de (i) réduire son capital social du montant correspondant à la valeur nominale des parts de l'associé cédant et (ii) racheter et annuler ces parts à un prix déterminé conformément à l'article 6.6.

6.6. Pour les besoins de l'article 6.4, les conditions et prix de transfert doivent être identiques à celles fixées entre l'associé cédant et le tiers; pour les besoins de l'article 6.5, le prix de rachat correspondra à la juste valeur de marché des parts sociales déterminée de bonne foi par le conseil de gérance.

6.7 Si, à l'expiration du délai imparti, ni les associés existants, ni la Société n'ont acquis ou racheté les parts sociales, l'associé cédant peut librement céder ses parts sociales au(x) nouvel (nouveaux) associé(s) proposé(s) au prix de cession et aux conditions notifiées à la Société.

6.8 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

6.9 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant au moins la moitié des parts sociales appartenant aux survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

Article 7.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Article 8.

Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Article 9.

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils pourront constituer un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associé(s). Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 9 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le gérant unique ou le conseil de gérance (suivant le cas).

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, les signatures pouvant être apposées sur différents exemplaires, chaque exemplaire étant un original mais tous les exemplaires ensemble constituant le même document.

En cas de gérant unique, les décisions sont actées dans des résolutions écrites ou dressées par écrit.

Article 10.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Les associés participant à une assemblée par conférence téléphonique, par visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant de les identifier, permettant à toute personne participant à cette assemblée de s'entendre mutuellement de manière continue, et permettant une participation effective de ces personnes à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à la condition que ces moyens de communication soient mis à disposition au lieu de tenue de l'assemblée. Dans ce cas, au moins un (1) associé ou son mandataire doit être physiquement présent au siège social de la Société.

Une liste de présence doit être dressée à toutes les assemblées générales des associés.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et ont renoncé aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Article 11.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts requièrent l'accord des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Article 12.

Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article 13.

Dans l'hypothèse où, et tant que la Société comporte plus de soixante (60) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des associés.

Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

Article 14.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Article 15.

Chaque année au dernier jour de décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la Société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière

reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Article 16.

En cas de dissolution de la Société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Article 17.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Article 18.

Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2017.

SOUSCRIPTION ET LIBÉRATION

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis, les comparants es qualités qu'ils agissent ont souscrit à l'intégralité du capital comme suit:

Madame Sylvie **Plasse épouse Durbize**, préqualifiée, quarante-neuf (49) parts sociales ;

Monsieur Jacques **Durbize**, préqualifié, quarante-neuf (49) parts sociales ;

Monsieur Rocco **Filomena**, préqualifié, une (1) part sociale ;

Monsieur Alessandro **Grande**, préqualifié, une (1) part sociale ;

TOTAL : CENT (100) PARTS SOCIALES

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de **douze mille euros (EUR 12.000,-)** se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

CONSTATATION

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 et à l'article 184 (1) 1) de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

FRAIS

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de huit cent cinquante euros (EUR 850,-).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Ensuite, les quatre associés cités ci-dessus se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée :

- Monsieur Jacques **Durbize**, salarié, né le 21.06.1957 à Saint-Etienne (France), demeurant au 3-5, avenue des Bains, rue du Moulin, L-5610 Mondorf-les-Bains,
- Madame Sylvie **Plasse épouse Durbize**, hôtelier-restaurateur, née le 01.03.1959 à Saint-Etienne (France), demeurant au 3-5, avenue des Bains, L-5610 Mondorf-les-Bains.

2. Conformément à l'article 9 des statuts, la société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

3. Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

58, Avenue François Clement, L-5612 Mondorf-les-Bains.

DECLARATION

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des comparants, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. SACCHET, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 17 janvier 2017

2LAC/2017/1003

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) André MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée;

Luxembourg, le 19 janvier 2017